



**NATIONS  
UNIES**



## **Convention-cadre sur les changements climatiques**

Distr.  
GÉNÉRALE

FCCC/CP/2007/5  
FCCC/KP/CMP/2007/8  
14 décembre 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**CONFÉRENCE DES PARTIES**  
**Treizième session**  
**Bali, 3-14 décembre 2007**

**Point 2 h) de l'ordre du jour**  
**Questions d'organisation**  
**Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs**

**CONFÉRENCES DES PARTIES AGISSANT COMME RÉUNION**  
**DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO**  
**Troisième session**  
**Bali, 3-14 décembre 2007**

**Point 2 d) de l'ordre du jour**  
**Questions d'organisation**  
**Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs**

### **Rapport sur la vérification des pouvoirs**

#### **Rapport du Bureau**

#### **I. Introduction**

1. Conformément à l'article 19 du projet de règlement intérieur, tel qu'il est appliqué, «les pouvoirs des représentants ainsi que les noms des suppléants et des conseillers sont communiqués au secrétariat si possible vingt-quatre heures au plus tard après l'ouverture de la session. Toute modification ultérieure de la composition des délégations est également communiquée au secrétariat. Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'État ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères ou, dans le cas d'une organisation régionale d'intégration économique, de l'autorité compétente de cette organisation».

2. En outre, l'article 20 du projet de règlement intérieur, tel qu'il est appliqué, dispose que «le Bureau de la session examine les pouvoirs et fait rapport à la Conférence des Parties».

3. Le secrétariat souhaite rappeler aux Parties que, conformément à la décision 17/CP.9 et au projet de décision recommandé pour adoption à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), les pouvoirs émanant des Parties au Protocole de Kyoto seront valables pour la participation de leurs représentants aux sessions de la Conférence des Parties et de la CMP et un seul rapport sur la vérification des pouvoirs sera présenté pour adoption, conformément à la pratique établie, par le Bureau de la Conférence des Parties, à la Conférence des Parties et à la CMP.
4. Le présent rapport est soumis à la Conférence des Parties et à la CMP en application des dispositions susmentionnées.

## **II. Pouvoirs des Parties à la treizième session de la Conférence des Parties et à la troisième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto**

5. Le 14 décembre 2007, le Bureau s'est réuni pour examiner les pouvoirs présentés par les Parties à la Convention et les Parties au Protocole de Kyoto.
6. Le Bureau était saisi d'un mémorandum du Secrétaire exécutif, daté du 13 décembre 2007, concernant l'état des pouvoirs des représentants participant à la session. On trouvera ci-après un résumé des renseignements fournis.
7. Au 13 décembre 2007, des pouvoirs en bonne et due forme, émanant soit du chef de l'État ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères ou, dans le cas d'une organisation régionale d'intégration économique, de l'autorité compétente, conformément à l'article 19 du projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tel qu'il est appliqué, à la décision 17/CP.9 et au projet de décision recommandé pour adoption par la CMP, ont été soumis pour les représentants des 138 Parties ci-après participant à la session: Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Communauté européenne, Comores, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Cook, Îles Salomon, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Serbie, Seychelles, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.
8. Par ailleurs, au 13 décembre 2007, le secrétariat avait reçu des renseignements concernant la nomination de représentants participant aux sessions, qui avaient été communiqués par télécopie sous forme de lettre ou note verbale émanant de ministères, ambassades, missions permanentes auprès de l'ONU ou autres services officiels, ou par l'intermédiaire de bureaux locaux de l'ONU, par

les 50 Parties ci-après participant à la session: Afghanistan, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Équateur, Gabon, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Indonésie, Italie, Kirghizistan, Liban, Malawi, Mauritanie, Moldova, Monténégro, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pérou, Portugal, République démocratique du Congo, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan, Tchad, Tonga, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du) et Yémen.

9. Le Président a donc proposé au Bureau d'accepter les pouvoirs de tous les représentants mentionnés dans le mémorandum du responsable du Secrétaire exécutif, étant entendu que les pouvoirs en bonne et due forme des représentants mentionnés au paragraphe 8 ci-dessus seraient communiqués dès que possible au secrétariat. En cas de vote, les Parties qui n'ont pas soumis les pouvoirs ou qui ont soumis des pouvoirs non valables ne pourront y prendre part. Le Bureau a accepté cette proposition et a décidé de soumettre le présent rapport à la Conférence des Parties et à la CMP, en leur recommandant d'en prendre acte.

-----